

ÉDITORIAL

Sur fond de guerres impitoyables pour le contrôle des ressources et d'une croissance spectaculaire des prix des carburants, nous voici à 7 petits mois d'élections majeures dans notre pays. À droite et à l'extrême droite, les propositions fusent en faveur d'une fermeté brutale vis à vis des classes précaires-dangereuses, *en même temps* que cinquante nuances d'amabilités vis à vis des détenteurs de capitaux. De ce côté politique, c'est la continuation du recul du droit du travail et l'intention explicite d'obtenir une main d'œuvre corvéable à bas coût.

À gauche, des conflits anciens continuent d'opposer pro et anti-Mélenchon, « radicaux » et « modérés », partisans d'une politique de rupture et volontés d'exclure la France insoumise du « front républicain ». Des haines recuites continuent à alimenter les guerres de clan sur fond d'une démultiplication des candidats.

Quels que soient les pronostics, il devrait être clair pour l'ensemble des mouvements écolo-sociaux que face à la puissance de feu de l'extrême droite, il y a un enjeu primordial à réussir une coalition anti-fasciste. Dans un contexte qui rappelle le choix des industriels allemands de soutenir le parti nazi (plutôt Hitler que le front populaire), tout relativisme plaçant un signe égal entre les Insoumis et l'extrême droite relève au mieux de l'aveuglement, plus vraisemblablement d'une forme « d'intelligence avec l'ennemi ».

Enfin, du côté du « centre droit » se trouvent nombre de partisans du « vote utile » qui tentent de faire émerger une relève macronienne sans Macron, façon Gabriel Attal ou Edouard Philippe ou encore de sortir « quand on y verra plus clair » la carte Hollande ou De Villepin. Dans ce contexte pétri d'incertitudes, il est important de considérer que des millions de personnes restent résolument attachées à la République et qu'il y a un socle important de citoyens peu désireux de voir s'accomplir une sorte de pétainisme 2.0 agitant de nouvelles variantes de « Travail Famille Patrie ».

À l'archipel de l'écologie et des solidarités, nous tentons de prendre notre part en soulignant tout ce qui peut fédérer des forces écolo-sociales afin qu'elles accèdent à une victoire électorale. La question d'une République à la fois plus démocratique et qui saurait répondre avec efficacité aux grands enjeux contemporains n'a aucune réponse simple. D'autant moins que des écarts importants demeurent entre les multiples organisations de gauche : certaines tendances sont clairement en faveur d'un rapport de force avec l'Union européenne et avec les entreprises multinationales; d'autres affirment que ce n'est pas réaliste voire dangereux de s'attaquer frontalement aux forces de l'argent ou de remettre en cause le diktat des marchés. Dans ce contexte d'une gauche pluripolaire (et qui le restera) il est crucial de réussir à mettre en pleine lumière ce que nous pourrions être nombreux à *tenir ensemble* par delà les différences et les identités. La diversité ne cessera d'être une faiblesse politique qu'à la condition de réussir à mettre en avant quelques grandes causes communes lisibles et désirées par le plus grand nombre. Quelles que soient les réserves que l'on peut avoir sur leur mouvement, les Insoumis s'y emploient avec force : à l'image de leur chef, ils parlent clair, énoncent des objectifs écolo-sociaux atteignables et dénoncent les abus multiples des stratégies des géants de la fortune.

La limitation drastique du dérèglement climatique compte parmi ces grandes causes susceptibles de transcender les différends. Pour y parvenir, la grande majorité des scientifiques et des mouvements citoyens s'accordent aujourd'hui sur la nécessité de mettre en jeu des politiques publiques radicales et de reconstituer des services publics en voie d'épuisement et de déclassement. Malgré les fanatiques de « l'austérité » et les discours anxiogènes sur la dette, mettre en œuvre une politique écologiquement soutenable implique des investissements financiers majeurs en vue d'une véritable mutation économique : produire moins et mieux, orienter les productions et les services en fonction

des besoins vitaux du pays. Cela signifie aujourd'hui non pas de faire la « chasse aux riches » (comme l'hebdomadaire le Point vient d'en faire sa première de couverture**) mais plus rationnellement d'aller chercher l'argent là où il est : chez ceux qui détiennent des fortunes démesurées. Car contrairement aux rabâchages culpabilisateurs, non seulement la France est plus riche et plus productiviste qu'elle ne l'a jamais été, mais elle est dotée d'un patrimoine particulièrement nanti (qu'il s'agisse des propriétés publiques, du patrimoine des entreprises ou de celui des ménages) et d'une épargne disponible considérable. On entend fréquemment le rappel qu'un bébé français « naît avec plus de 30 000 euros de dette sur le dos ». On parle moins souvent du patrimoine exceptionnel dont il hérite précisément à la naissance : sans même parler de ceux qui jouiront d'un héritage foncier, si l'on regarde ce qu'apportent l'éducation, la santé, les transports publics, les infrastructures sportives et culturelles, il est évident que le pays offre bien des richesses à ses nouveaux nés qu'il conviendrait de considérer quand on invoque le problème de « la dette » pour justifier des politiques austéritaires.

Deuxième levier majeur : une politique écolo-sociale authentique suppose une résistance radicale à la déshumanisation qui sévit depuis des décennies à mesure du remplacement de l'humain par les machines. La fascination exercée sur les citoyens-consommateurs par l'intelligence artificielle ne fait que suralimenter une dérive déjà ancienne : des humains de plus en plus sommés d'être au service des procès technologiques et non des progrès technologiques au service des sociétés humaines. Sans quoi, comment expliquerait-on, au sein d'un pays riche comme la France, l'exclusion de plusieurs millions de personnes d'une économie centrée sur des résultats chiffrés plutôt que sur des progrès humains avérés ?

Tournant le dos à des objectifs basiquement humains, l'idéologie de « l'innovation quoi qu'il en coûte » et la recherche obsessionnelle de nouveaux gains de productivité ont tendance à détruire le vivant et sa biodiversité, à polluer sols et eaux jusqu'à conduire à une planète en voie de devenir inhabitable. Au culte absurde de l'augmentation du PIB, il est pourtant possible de substituer des priorités autrement vitales qui pourraient se décliner en autant de conventions citoyennes : ressourcer les écosystèmes et limiter de façon drastique les émissions de gaz à effet de serre; viser une autonomie alimentaire et la préservation des sources d'eau potable; investir massivement dans la culture et l'agriculture, changer de régime énergétiques, autant de projets qui pourraient représenter des défis exaltants pour les jeunes comme pour les moins jeunes.

Dans le contexte mass médiatique actuel, les militant.e.s en faveur d'une politique écolo-conséquence gardent un énorme handicap face à la marche « normale » du capitalisme et de la société du spectacle : ils portent une longue série de mauvaises nouvelles et de contraintes pour y répondre. Ils apparaissent en conséquence comme les pénibles, les désagréables, les punitifs, les Cassandre voire les dépressifs, face à un bombardement d'images publicitaires qui partout incite au contraire à entrer dans le casino « sexy » de l'économie mondiale spéculative : « enrichissez-vous », « faites de l'optimisation fiscale », « achetez de la climatisation », « ayez la flemme et faites vous livrer des pizzas », « éclatez-vous sur un jetski » ... Le laisser-faire semble tellement plus « excitant » que l'arsenal de limites apportées par des objectifs écolo-sociaux qui seraient encadrés par l'État.

Un peu partout pourtant, s'expriment précisément les intentions de « poser des limites ». Limites au « tout marché », limites à la croissance infinie et écocidaire du PIB, limites à l'usage des smartphone et des IA, limites au « libre échange » et aux insultes racistes sur les réseaux sociaux, limites aux incivismes et aux nihilismes. Dans un régime ultra-libéral, conquérir du mieux-être collectif, récupérer de l'air moins toxique et de l'eau potable en quantité suffisante revient à imposer un certain nombre de règles à la finance spéculative et aux attitudes anti-sociales. Cela suppose prioritairement de réussir à ce que l'Etat sache imposer un certain nombre de limites aux appétits capitalistes qui suggèrent a contrario *toujours plus et toujours plus vite* (de production, d'exploitation, de consommation, de PIB, de guerres et de marchés de reconstruction...)

Sans trop espérer de quelconques sauveurs ou sauveuses providentiel.le.s, nous pouvons prendre notre part en nommant d'abord le plus lisiblement possible les problématiques et les possibles : distinguer ce qui relève de l'intérêt général et ce qui au contraire, coïncide avec la promotion d'intérêts privés au sens le plus étroit de privilégier encore plus ceux qui le sont déjà excessivement. Les droites radicalisées défendent une politique de la matraque avec les démunis et la soumission aux intérêts des ultra-riches. Les gauches tardent à mettre leurs différends en veilleuse pour démontrer qu'elles savent *aussi* parler avec des voix concordantes.

L'échéance présidentielle ne porte assurément qu'une réponse partielle et insatisfaisante aux enjeux de notre temps. Mais en ce moment de haut risque anti-démocratique, il reste deux grandes variables susceptibles de faire trembler les pronostics, pour l'heure majoritairement acquis à la déroute de la gauche : faire en sorte que ceux qui ne votent plus entendent les risques et trouvent la motivation d'aller voter contre l'extrême droite et pour un ensemble lisible de progrès atteignables ; que le vote des jeunes suive la même voie, misant plutôt sur un désir de futur constructif que sur l'acceptation sans résistances d'un avenir de catastrophes.

Vincent Glenn septembre 2026

** « la chasse aux riches, une folie française » première de couverture de l'hebdomadaire le Point du 9 septembre 2026)